



” Ville seconde, ville soumise? Le cas d’Irbid (Jordanie) ”,

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. ” Ville seconde, ville soumise? Le cas d’Irbid (Jordanie) ”,. Cahiers du Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine, 1995, Villes intermédiaires en Méditerranée, t. 2 (n° 51), p. 53-69. halshs-00603188

HAL Id: halshs-00603188

<https://shs.hal.science/halshs-00603188>

Submitted on 24 Jun 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers de la MEDITERRANÉE

N° 51

DECEMBRE 1995

VILLES INTERMÉDIAIRES EN MÉDITERRANÉE

TOME 2



Publié avec le concours de l'Université de Nice Sophia-Antipolis

LES CAHIERS DE LA MÉDITERRANÉE

Les Cahiers de la Méditerranée sont une publication du Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine (C.M.M.C.), équipe de recherches de l'Université de Nice Sophia Antipolis. Fondés par le Professeur A. Nouschi, ils paraissent depuis 1968 et sont publiés avec le concours de l'Université de Nice Sophia Antipolis.

Directeur de publication

ROBERT ESCALLIER

Rédactrice

JANY BROGINI

Comité de Rédaction

ROBERT ESCALLIER, JACQUES FRÉMEAUX, ANTOINE HEKAYEM, JACQUES MIÈVRE, ANDRÉ NOUSCHI, FRANCIS POMPONI, YVES RINAUDO, ALAIN ROMÉY, ALAIN RUGGIERO, RALPH SCHOR

Revue semestrielle (diffusion)

C.M.M.C. - UFR Lettres Arts et Sciences Humaines
BP 209 - 06204 Nice Cedex 3

Vente au numéro 70 f (simple) et 120 f (double)
Abonnement 120 f.

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

FR. ISSN 0395-9317

VILLE SECONDE, VILLE SOUMISE ? LE CAS D'IRBID (JORDANIE)

Marc LAVERGNE
URBAMA, CNRS

INTRODUCTION

Irbid, avec 360.000 habitants pour l'agglomération en 1991, est la deuxième ville de Jordanie. Mais elle demeure dans l'ombre de la capitale Amman, qui forme avec Zarqa une conurbation de près de 2 millions d'habitants, sur les 4,2 millions que compte la population du royaume en 1994.

C'est une ville de création récente, mais qui a réussi à se développer en dépit de multiples contraintes, tout au long du XXème siècle.

L'analyse de ses modes d'affirmation, à travers les ressorts de sa croissance, les espaces d'autonomie qu'elle a su se ménager, la nature de l'influence qu'elle exerce sur sa région, peuvent permettre de comprendre comment elle a néanmoins réussi à échapper en partie à l'attraction du pôle d'Amman.

On cherchera ainsi à mesurer si ces modes d'affirmation ont fait de cette ville seconde, une ville intermédiaire, avec les fonctions et la personnalité qui sont attachés à ce type urbain.

I - PRÉSENTATION GÉOGRAPHIQUE

A - La situation (carte n° 1)

Irbid est située à 60 km de la Méditerranée, au droit du port de Haïfa (Jaffa), sur le revers transjordanien du fossé du Jourdain. À 500 m d'altitude, elle occupe la lisière entre des collines qui, à l'Ouest, surplombent la vallée du Jourdain, et la vaste steppe qui prélude au grand désert d'Arabie, et qui est vouée aujourd'hui à la grande culture du blé.

La région d'Irbid, bien arrosée (400 - 600 mm par an), est donc au centre de terroirs agricoles prospères.

À l'Ouest, le réseau des torrents cisaille les collines, plongeant en gorges vers la vallée du Jourdain, à - 250 d'altitude. Ces vallées, bien qu'escarpées, offrent une voie de passage vers la plaine de Galilée et le port de Haïfa. Cette

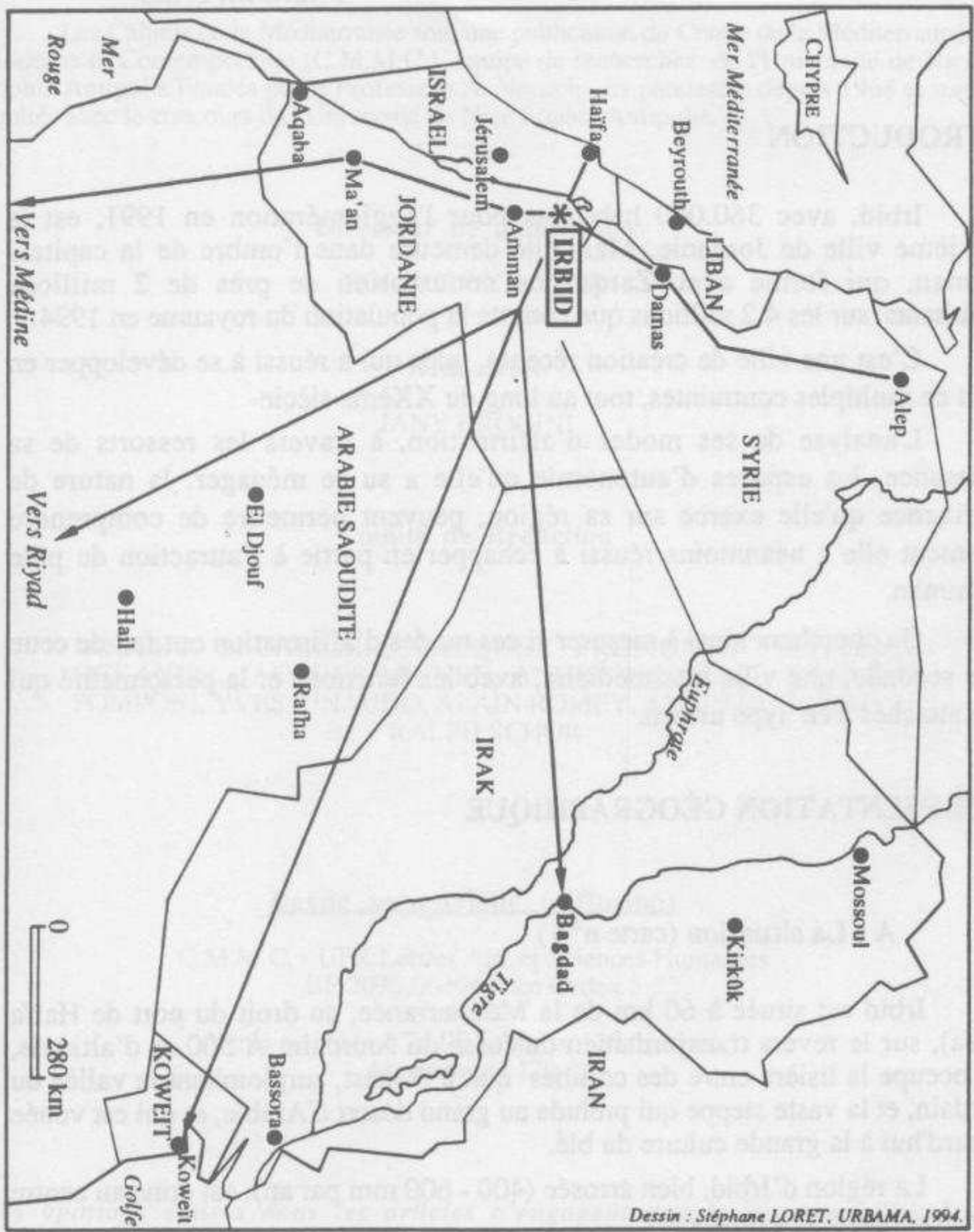


Figure 1 : La situation d'Irbid au Moyen-Orient.

voie est plus praticable que celle du Sud qui, d'Amman, mène à Jérusalem, et de là, à la côte.

Cette région était traditionnellement tournée vers Damas, distante de 120 km au Nord, à la fois capitale politique, économique et culturelle, et, par la Galilée, vers les ports de la côte méditerranéenne (les "Échelles" du Levant, d'Acre à Beyrouth).

Après avoir été durant des siècles une halte entre Damas et Ajloun (qui était depuis le XVI^{ème} siècle centre administratif ottoman de l'espace nord-jordanien), le site d'Irbid a développé sous le Mandat britannique son rôle d'étape sur la route de Haïfa à Bagdad.

Mais le chemin de fer du Hedjaz, construit à partir de Damas en 1898 en direction d'Amman qu'il atteint en 1902, passe très à l'Est de la ville, dans la plaine.

B - La place d'Irbid dans l'armature urbaine de la Jordanie

Alors qu'aucun centre urbain ne s'était encore affirmé à la fin du siècle dernier, la population de Jordanie est aujourd'hui urbanisée à 80 %.

Le réseau urbain est dominé sans partage par l'agglomération Amman/Zarqa. Irbid vient ensuite, loin derrière, suivie par une poignée de villes de 50.000 habitants (Aqaba), 40.000 habitants (Mafraq, Ramtha, Ajloun/Anjara/Kufranja), 30.000 habitants (Jérach), ces dernières encerclant Irbid à l'Est et au Sud, à une trentaine de km de distance (carte n° 2).

La région qu'elles délimitent, et dont Irbid occupe le centre, est une campagne densément peuplée de villages et de bourgs, que les géographes arabes appellent le *Sawad* de Jordanie.

À Irbid convergent les routes agricoles qui desservent ces campagnes (carte n° 3), mais la zone d'influence ainsi dessinée est restreinte¹, les villes moyennes précitées au Sud et à l'Est ayant établi des relations directes avec Amman, reliée à Irbid et Ramtha (à 80 km de distance) ou Jérach et Mafraq (40 km) par des voies rapides et l'autoroute de Damas.

Irbid ne commande donc exclusivement qu'une quinzaine de bourgades rurales, dans un rayon de 20 - 25 km.

(1) - Elle ne couvre que les cazas des Beni Kénana, de Tayyibeh Nord, de Deir Abi Saïd et de Mazar Nord.

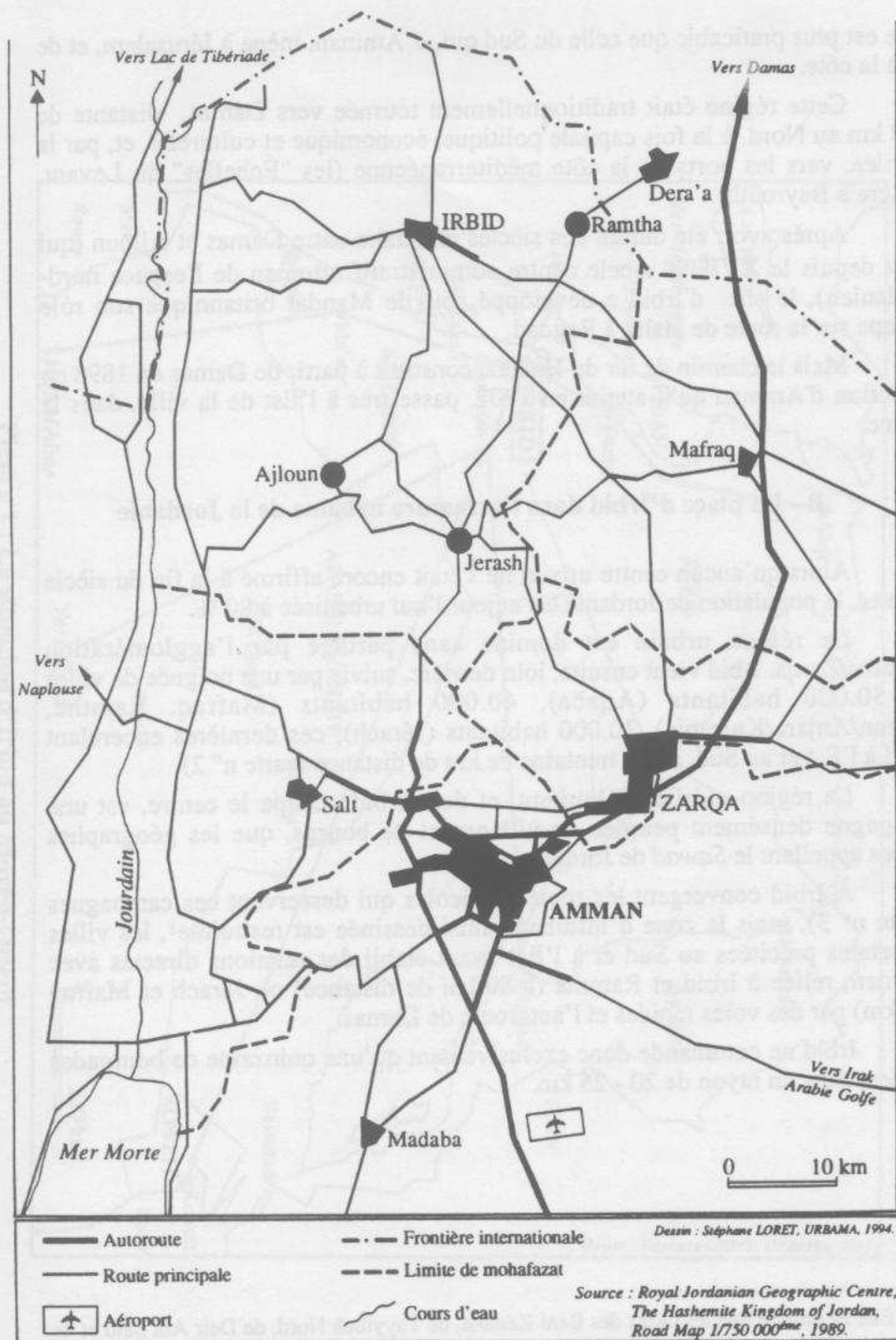


Figure 2 : L'infrastructure et les limites administratives au Nord-Ouest de la Jordanie.

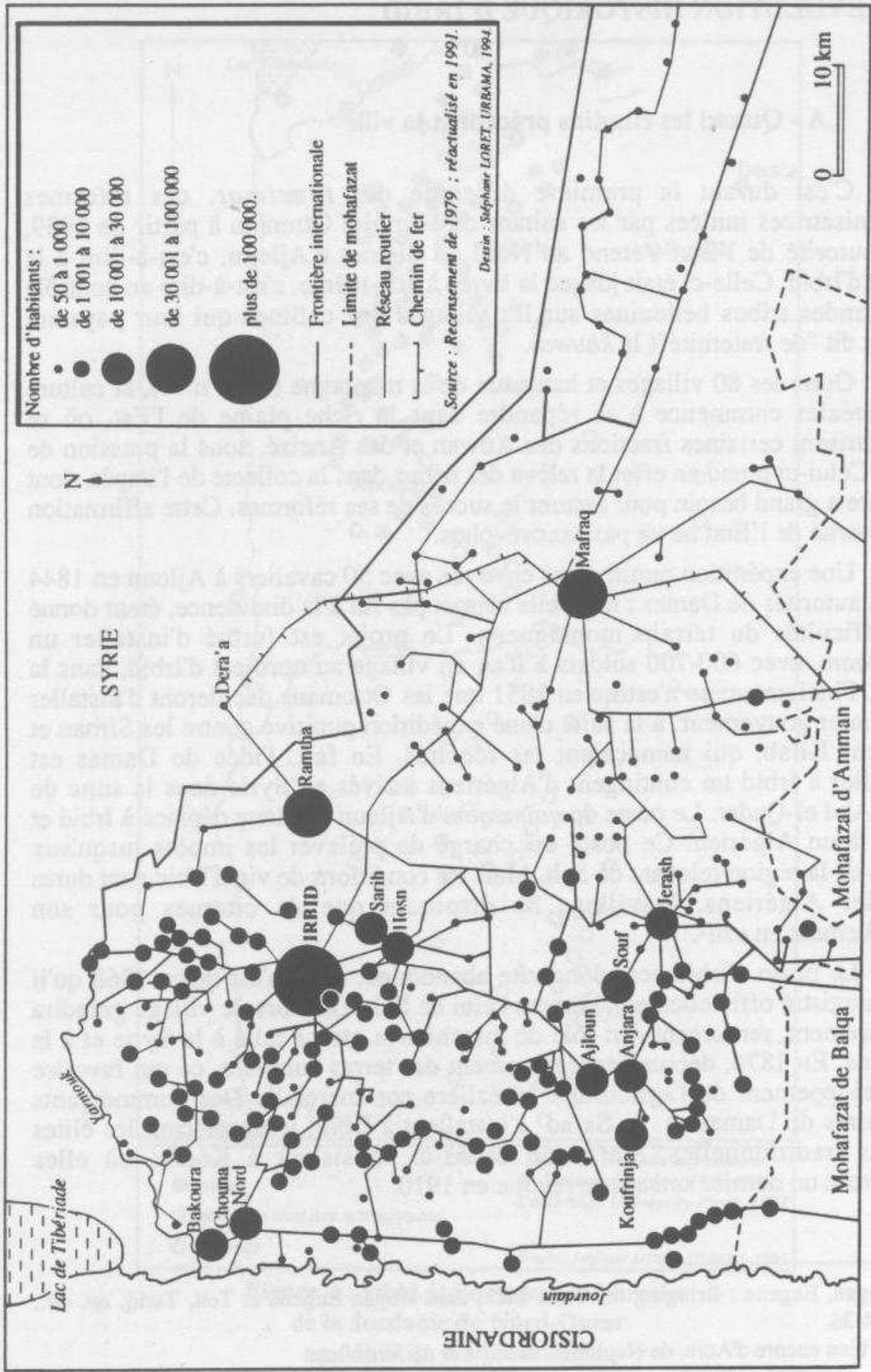


Figure 3 : La répartition de la population dans la mohafazat d'Irbid au Nord-Ouest de la Jordanie.

II - L'ÉVOLUTION HISTORIQUE D'IRBID

A - Quand les citadins précèdent la ville

C'est durant la première décennie des *tanzimat*, ces réformes modernisatrices initiées par les sultans de l'Empire Ottoman à partir de 1839, que l'autorité de l'État s'étend au Nord du district d'Ajloun, c'est-à-dire à la région d'Irbid. Celle-ci était jusque là livrée à elle-même, c'est-à-dire au contrôle des grandes tribus bédouines sur les villages des collines qui leur payaient l'impôt dit "de fraternité" (la *khuwa*).

Outre les 80 villages et hameaux de la montagne (carte n° 4), la culture des céréales commence à se répandre dans la riche plaine de l'Est, où se sédentarisent certaines fractions des Adwan et des Aneizé, sous la pression de l'État. Celui-ci prend en effet la relève des tribus dans la collecte de l'impôt, dont l'Empire a grand besoin pour assurer le succès de ses réformes. Cette affirmation de l'autorité de l'État ne va pas sans révoltes.

Une expédition punitive est envoyée avec 50 cavaliers à Ajloun en 1844 par les autorités de Damas ; mais elle ne met pas fin à la dissidence, étant donné les difficultés du terrain montagneux. Le projet est formé d'installer un *qaïmaqam*, avec 600-700 soldats à Il'al, un village au nord-est d'Irbid, dans la plaine. Finalement, ce n'est qu'en 1851 que les Ottomans décideront d'installer un premier gouverneur, à la suite d'une expédition punitive contre les Sirhan et les Beni Kilab, qui menaçaient les récoltes. En fait, l'idée de Damas est d'installer à Irbid un contingent d'Algériens arrivés en Syrie dans la suite de l'émir Abd el-Qader. Le poste de *qaïmaqam* d'Ajloun est donc déplacé à Irbid et confié à un Algérien. Ce poste est chargé de prélever les impôts jusqu'aux limites de la région relevant de Salt. Mais les conditions de vie d'Irbid sont dures pour les Algériens, le village ne disposant que de citernes pour son ravitaillement en eau².

Le poste d'Irbid sera donc vite abandonné, et ce n'est qu'en 1868 qu'il sera enregistré officiellement, comme celui de Salt. Dès lors, le village grandira régulièrement, renforçant son rôle de marché aux grains relié à la Syrie et à la Palestine. En 1876, débute l'enregistrement des terres cultivées, ce qui favorise le développement de l'agriculture céréalière commerciale. Des commerçants originaires de Damas et de Safad³ s'installent à Irbid, y remplaçant les élites tribales traditionnelles, alors que celles-ci subsistent à Kérak, où elles inspireront un dernier sursaut de révolte en 1910.

(2) - Rogan, Eugene : Bringing the State back, dans Rogan Eugene et Tell, Tariq, *op. cit.*, pages 34-36.

(3) - Ou bien encore d'Acre, de Naplouse, de Jaffa et de Jérusalem.

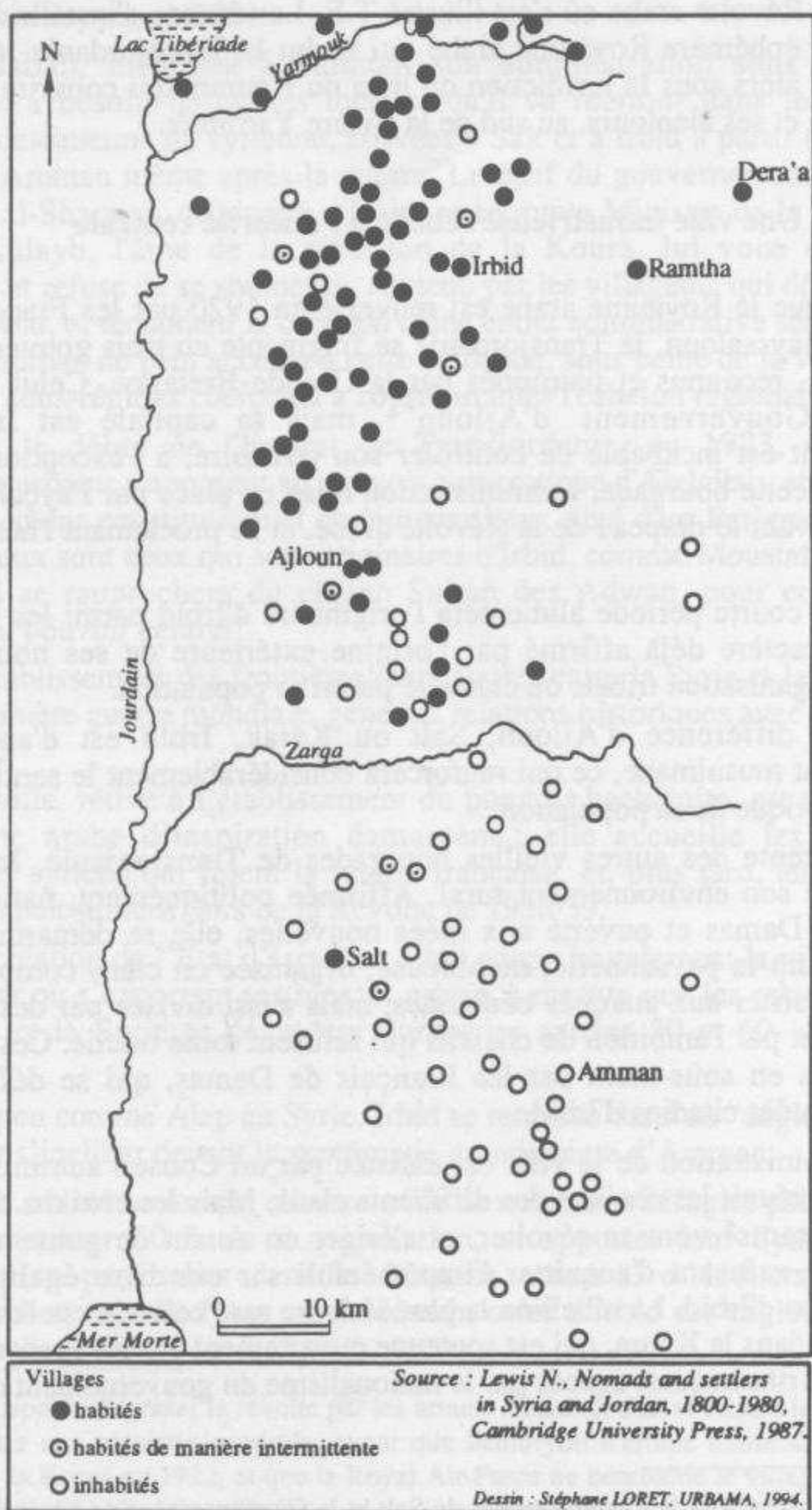


Figure 4 : Irbid et l'occupation humaine de la Jordanie du Nord-Ouest au début du XIXème siècle.

Après la défaite des Ottomans en 1918, l'administration de Fayçal, chef en titre de la Révolte arabe où s'est illustré T.E. Lawrence, s'installe à Damas, capitale d'un éphémère Royaume arabe qui inclut la Transjordanie. Ajloun et Irbid passent alors sous la juridiction du liwa du Hauran, qui couvrira jusqu'en 1921 Ramtha et ses alentours, au sud de la rivière Yarmouk.

B - Une ville industrielle rebelle à l'autorité centrale

Lorsque le Royaume arabe est renversé en 1920 par les Français, à la bataille de Mayssaloun, la Transjordanie se fragmente en trois gouvernements indépendants, reconnus et patronnés par la Grande-Bretagne. Celui du Nord s'intitule "Gouvernement d'Ajloun"⁴, mais sa capitale est Irbid. Ce gouvernement est incapable de contrôler son territoire, à l'exception d'Irbid même. Dans cette bourgade, l'administration mise en place par Fayçal reste en place, conservant le drapeau de la Révolte arabe, et se proclamant l'héritière de son idéal.

Cette courte période alimentera l'originalité d'Irbid parmi les villes de Jordanie, caractère déjà affirmé par l'origine extérieure de ses notables, et l'absence d'organisation tribale ou clanique parmi sa population.

A la différence d'Ajloun, Salt ou Kérak, Irbid est d'autre part exclusivement musulmane, ce qui renforcera considérablement le sentiment de solidarité politique de sa population.

Différente des autres vieilles bourgades de Transjordanie, Irbid l'est également de son environnement rural. Affirmée politiquement, nationaliste, tournée vers Damas et ouverte aux idées nouvelles, elle se démarque de sa campagne, dont la paysannerie, nombreuse, organisée en clans compacts, est capable de résister aux attaques bédouines, mais aussi divisée par des conflits héréditaires, et par l'ambition de cheikhs qui refusent toute tutelle. Ces cheikhs sont soutenus en sous-main par les Français de Damas, qui se défient des proclamations des citoyens d'Irbid.

L'administration de la ville est assistée par un Conseil administratif et législatif, qui réunit les cheikhs des différents clans. Mais les cheikhs des clans les plus puissants⁵ vont se révolter, et s'ériger en autant de gouvernements indépendants, refusant d'acquiescer l'impôt établi sur une base égalitaire par l'administration d'Irbid. La rébellion la plus sérieuse sera celle du cheikh Kulayb al-Shourayda dans la Koura, qui est soutenue ouvertement par les Français, mais aussi par les Britanniques, agacés par le nationalisme du gouvernement d'Irbid.

(4) - Les deux autres sont le Gouvernement de Salt et le Gouvernement de Moab, installé à Kérak.

(5) - Les Shourayda de la Koura, les Fourayhat d'Ajloun, les Kayia de Jérach et les Azzam de la Wustiyya, dans la vallée du Jourdain.

Celui-ci se dissoudra finalement après l'arrivée en Jordanie d'Abdallah, frère de l'émir Fayçal, en 1921.

Abdallah, installant à Amman son administration sous la tutelle britannique, a besoin de cadres locaux, qu'il va recruter dans les familles d'origine palestinienne ou syrienne, arrivées à Salt et à Irbid à partir des années 1880, ou à Amman même après la guerre. Le chef du gouvernement d'Ajloun, Ali Khulqi al-Sharayri, originaire d'Irbid, se retrouve Ministre de la Sécurité à Amman. Kulayb, l'âme de la rébellion de la Koura, lui voue une haine personnelle et refuse de se soumettre, soutenu par les villageois qui détestent les citadins d'Irbid, et réclament la création d'une entité administrative séparée pour la Koura. Amman ne peut accéder à cette demande, sous peine de la voir reprise par d'autres sous-régions cherchant à court-circuiter l'échelon régional⁶.

Dès le début de l'Émirat de Transjordanie, en 1923, de jeunes intellectuels urbains s'opposent au pouvoir autocratique d'Abdallah, et réclament un gouvernement constitutionnel et démocratique, doté d'un Parlement. Parmi eux, nombreux sont ceux qui sont originaires d'Irbid, comme Moustafa Wehbeh al-Tall, qui se rapprochera du cheikh Sultan des Adwan, pour contester la légitimité du pouvoir central⁷.

L'établissement des frontières mandataires entre la Syrie et la Palestine, après la première guerre mondiale, gêne ses relations historiques avec la Syrie et la Palestine.

La ville, rétive à l'établissement du pouvoir hachémite, est acquise au nationalisme arabe d'inspiration damascène ; elle accueille les militants nationalistes syriens qui fuient la tutelle française, et, plus tard, les premiers combattants palestiniens, lors de la Révolte de 1936/39.

La création de l'État d'Israël en 1948 coupe brutalement la ville du port de Haïfa, par où s'exportent ses blés, et même, à mesure que les relations entre la Jordanie et la Syrie se dégradent durant les années 50 et 60, du port de Beyrouth.

Un peu comme Alep en Syrie, Irbid se retrouve dans un "angle mort" du pays, et doit s'incliner devant la suprématie grandissante d'Amman.

Mais, en même temps, elle accueille de nombreux réfugiés palestiniens⁸. Ils vont constituer 50 % de sa population, et apporter leur dynamisme à l'économie (en particulier dans le domaine artisanal et industriel). A la différence des camps de Hosn ou de Jérach, celui d'Irbid est englobé dans la

(6) - Mais, incapable d'écraser la révolte par les armes, Abdallah doit se rendre lui-même sur place, accorder une amnistie générale, avant que l'embryon d'armée nationale ne puisse pénétrer dans la Koura en 1922, et que la Royal Air Force ne bombarde le village de Tibna, contraignant Kulayb à s'enfuir en Syrie.

(7) - Après l'écrasement de l'insurrection des Adwan, Al-Tall sera arrêté, puis se réfugiera en Syrie.

(8) - Koumach, *op. cit.*, p.41.

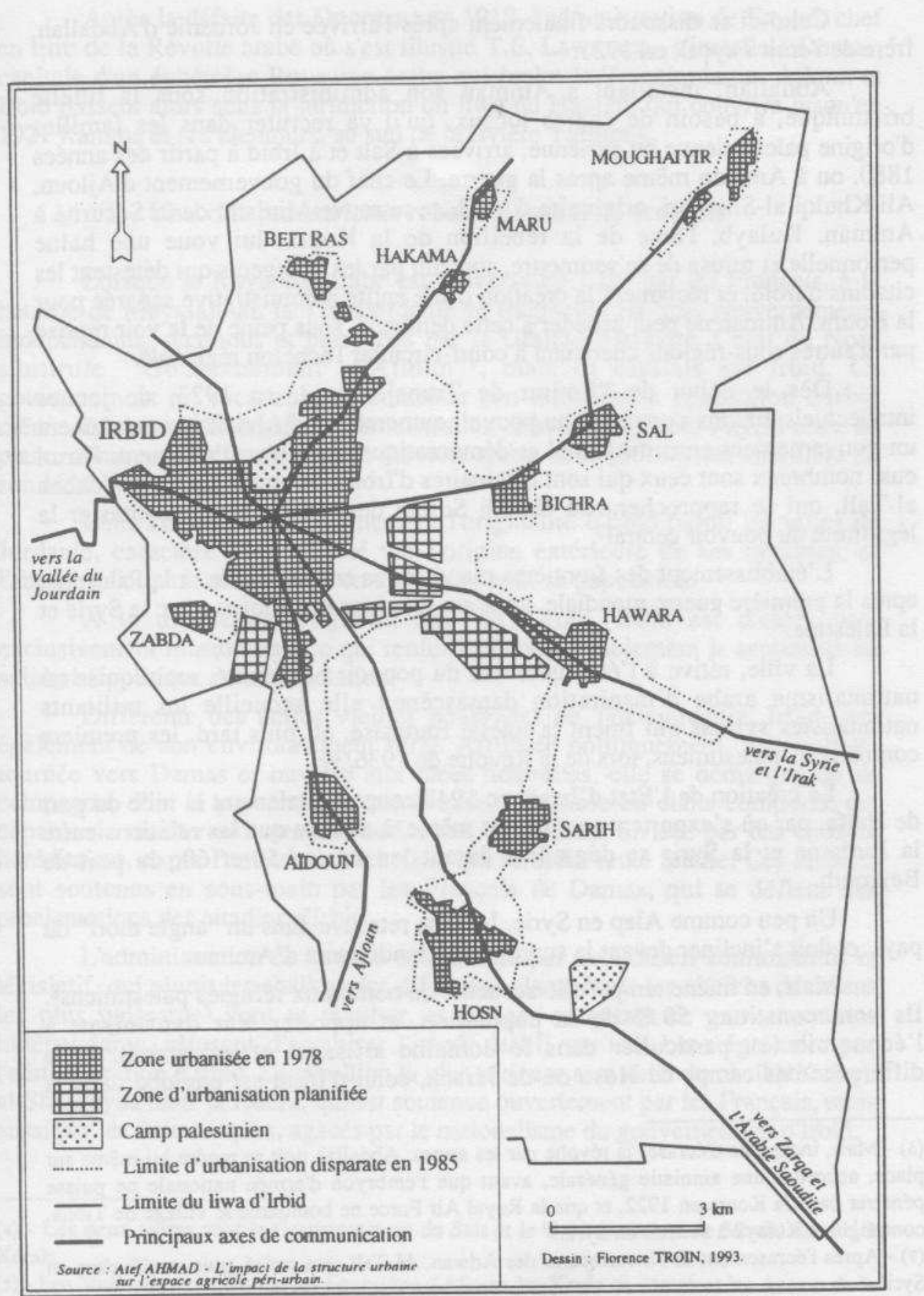


Figure 5 : L'expansion urbaine d'Irbid et son agglomération.

ville, et les Palestiniens y sont, de ce fait, mieux intégrés au reste de la population⁹.

De 45 000 habitants en 1961, la ville va tout de même passer à 113 000 habitants en 1979, et 216 000 en 1991 (dans le périmètre municipal¹⁰).

Sur toute cette période, la croissance se maintient donc à 5,4 % par an, bien supérieure au croît naturel de 3,5 % environ à l'échelle nationale (tableau n° 1).

La rapidité de cette croissance est certes due à un nouvel afflux des Palestiniens en 1967, mais aussi à un exode rural qui manifeste la persistance de l'attraction d'Irbid (carte n° 5).

Les causes de cette attraction sont à rechercher dans la nature des fonctions assurées par la ville, et qui lui confèrent peut-être un rôle de ville intermédiaire.

III - IRBID, UNE VILLE INTERMÉDIAIRE ?

Tout d'abord, la ville n'est plus un nœud de communication, et n'est pas une ville frontière, fonction dont bénéficie Ramtha.

Le terroir environnant Irbid est riche et varié, mais l'agriculture n'a plus qu'un rôle secondaire dans l'économie nationale (8,6 % du P.I.B. en 1993), surtout assuré par les terres irriguées de la vallée du Jourdain. La fonction de marché rural d'Irbid, à l'origine de la fortune de la ville, décline, et les paysans peuvent s'approvisionner directement en intrants et en outils à Amman, accessibles depuis tous les villages en une heure de route.

Mais de cette époque, Irbid a gardé une vocation commerçante et une capacité de mobilisation financière¹¹.

Peuplée en majorité d'immigrés et de réfugiés récents, elle n'a pas d'emprise foncière sur les terres alentour¹².

Irbid ne possède pas de grandes industries, mais l'activité agro-industrielle est bien représentée (huilerie, meunerie, conserveries des fruits et légumes), de même que les petites industries de transformation (meuble,

(9) - Même si les camps de réfugiés gérés par l'UNRWA ne dépendent pas, administrativement, de la municipalité (voir Blandine Destremau, *Revue d'Études Palestiniennes*).

(10) - Mais ces comparaisons intercensitaires sont faussées par l'agrandissement du périmètre municipal : celui-ci a intégré en 1979 les villages de Bariha au Nord, qui ajouta 15 % à la population de la ville, et de Hanina (5 % du total).

(11) - L'agence locale de l'Arab Bank a été ouverte dès 1943, onze ans après celle d'Amman.

(12) - Ce qui s'explique aussi par la capacité de résistance de la paysannerie, signalée plus haut, face aux ambitions citadines.

ferronnerie, matériaux de construction), dont le dynamisme est à mettre au compte d'une population industrielle.

Mais ces activités ne peuvent se comprendre que dans le contexte d'une économie jordanienne, longtemps fondée sur la rente pétrolière indirecte.

Celle-ci intervient de plusieurs manières :

a) A partir des années 70, l'émigration touche 1/3 de la population active de Jordanie. Ces émigrés, dont beaucoup sont originaires du Nord, mieux formés que les Bédouins du sud, réinvestissent leurs économies à Irbid et dans leurs villages d'origine.

Ces apports financiers amorcent l'urbanisation sur place du milieu rural. Les villages sont peuplés de familles d'immigrés, de retraités, de fonctionnaires, dont les capacités de consommation "tirent" l'économie locale (construction, commerce).

b) Une politique d'aménagement du territoire a été engagée, grâce aux subsides des États du Golfe ; elle a visé à mieux desservir le Nord, longtemps négligé, car hostile à la monarchie : outre les Palestiniens, les tribus du Nord elles-mêmes s'opposent au pouvoir central, concentré entre les mains de la grande bourgeoisie d'Amman et des cheikhs des grandes tribus du sud.

Ici, les tribus, morcelées, sédentarisées de longue date, sont peu hiérarchisées, et l'influence modernisatrice de Damas et des centres de Palestine y a diffusé des idées émancipatrices.

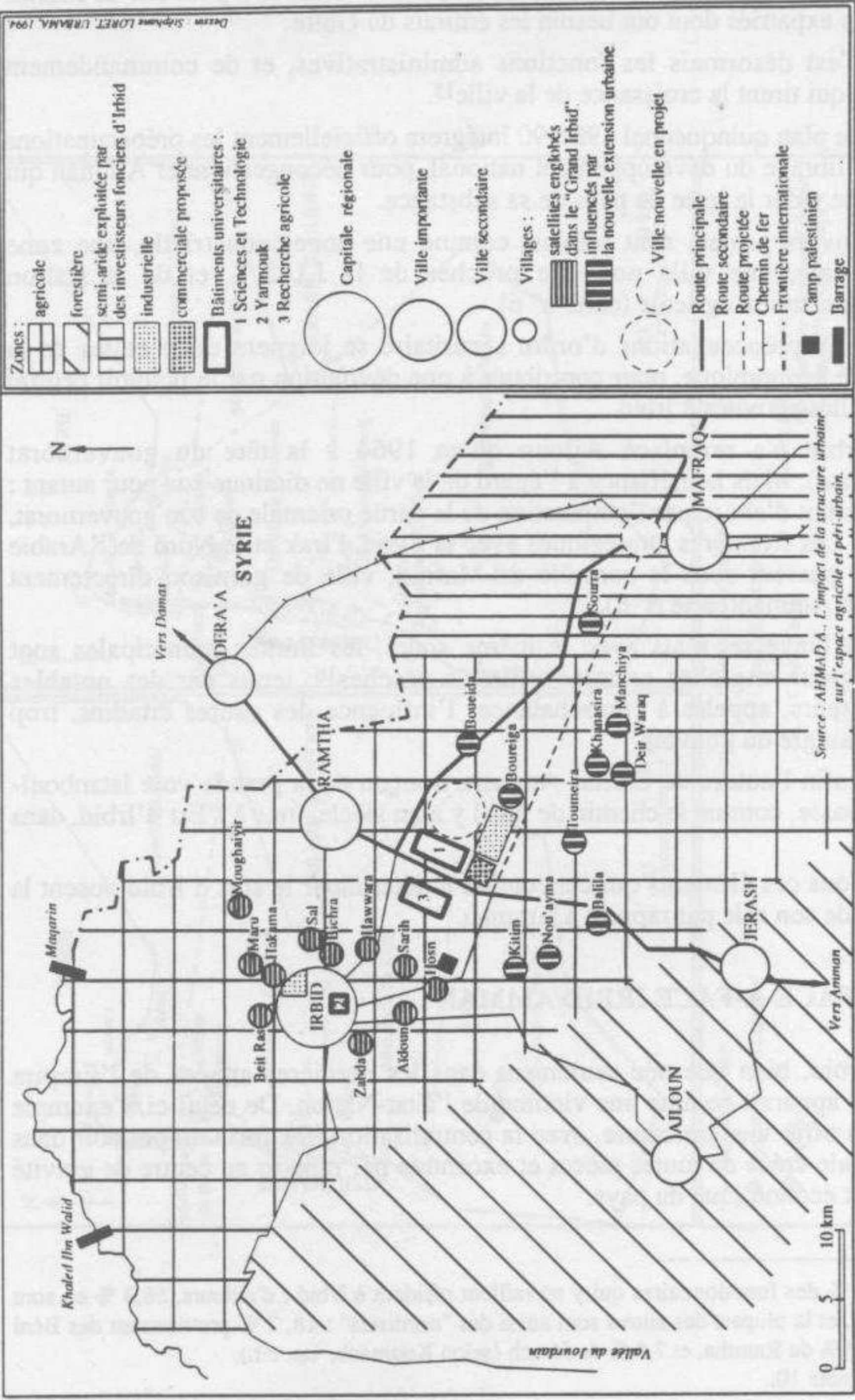
C'est ainsi que le Nord, sous-représenté dans l'appareil d'État et les cercles du pouvoir, n'est pas insensible au projet révolutionnaire de la Résistance palestinienne.

Le 15 septembre 1970, les fedayin s'emparent d'Irbid où ils instaurent un gouvernement populaire ("al-hukuma al-sha'abiya"), marquant le début des affrontements de Septembre noir. Le 20 septembre, 200 tanks syriens traversent la frontière pour venir au secours de l'O.L.P., mais ils seront rapidement repoussés par les forces aériennes jordanienes¹³. Irbid, dernier bastion de la Résistance dans le Nord, sera repris par l'armée jordanienne en mars 1971.

La leçon n'a pas été perdue, et dès que l'économie jordanienne se redresse à la faveur du boom pétrolier de 1973, des investissements publics sont affectés à Irbid¹⁴, dans l'espoir de s'en concilier la population : création de l'université du Yarmouk en 1976, qui se scindera plus tard en deux avec l'édification, dans la plaine de Ramtha à l'Ouest, du vaste campus de la Jordan

(13) - Le premier ministre nommé au plus fort de la crise, Wasfi al-Tall, un politicien chevronné, est originaire d'Irbid. Ancien combattant de 1948, après avoir été un défenseur de la cause palestinienne, il considère que depuis 1968, la Résistance a violé les lois de l'hospitalité jordanienne. Il sera la première victime de l'organisation terroriste Septembre Noir.

(14) - Voir Koumach, *op. cit.* (p. 47) pour la fonction culturelle, et (p.55) pour les hôpitaux.



University of Sciences and Techniques (J.U.S.T.). Celle-ci a pour but de fournir les cadres expatriés dont ont besoin les émirats du Golfe.

C'est désormais les fonctions administratives, et de commandement régional, qui tirent la croissance de la ville¹⁵.

Le plan quinquennal 1986-90 intégrera officiellement les préoccupations de rééquilibrage du développement national, pour décongestionner Amman qui menace de vider le reste du pays de sa substance.

Divers projets sont prévus, comme une zone industrielle, une zone commerciale, une ville nouvelle proches de la J.U.S.T. et de la station d'expérimentation agricole (carte n° 6).

Aux préoccupations d'ordre sécuritaire se joignent donc celles de la rationalité économique, pour contribuer à une dévolution par le pouvoir central de nouvelles activités à Irbid.

Irbid n'a remplacé Ajloun qu'en 1964 à la tête du gouvernorat (*mouhafaza*). Mais la méfiance à l'égard de la ville ne diminue pas pour autant : elle se traduit d'abord par l'amputation de la partie orientale de son gouvernorat, en 1985. Les frontières stratégiques avec la Syrie, l'Irak et le Nord de l'Arabie Saoudite passent sous le contrôle de Mafraq, ville de garnison directement soumise à Amman (carte n° 6).

A l'inverse, mais avec le même souci, les limites municipales sont élargies pour englober certains villages proches¹⁶, tenus par des notables conservateurs, appelés à contrebalancer l'influence des cadres citadins, trop politisés au gré du pouvoir.

Enfin l'autoroute Damas-Amman, tronçon de la grande voie Istanbul-Jeddah, passe, comme le chemin de fer il y a un siècle, très à l'Est d'Irbid, dans la steppe.

Tous ces éléments qui concourent à déterminer le sort d'Irbid posent la question de son rôle par rapport à Amman.

IV - LE FACE-À-FACE IRBID/AMMAN

Irbid, bien que née seulement dans les dernières années de l'Empire Ottoman, apparaît comme une victime de l'État-Nation. De celui-ci, l'exemple jordanien offre une caricature, avec la centralisation très forte du pouvoir dans une capitale créée de toutes pièces et excentrée par rapport au centre de gravité humain et économique du pays.

(15) - 56,2 % des fonctionnaires qui y travaillent résident à Irbid ; d'ailleurs, 58,3 % en sont originaires, et la plupart des autres sont aussi des "nordistes" : 18,2 % proviennent des Béni Kénana, 13 % de Ramtha, et 7,5 % de Jérach (selon Koumach, *op. cit.*).

(16) - Voir note 10.

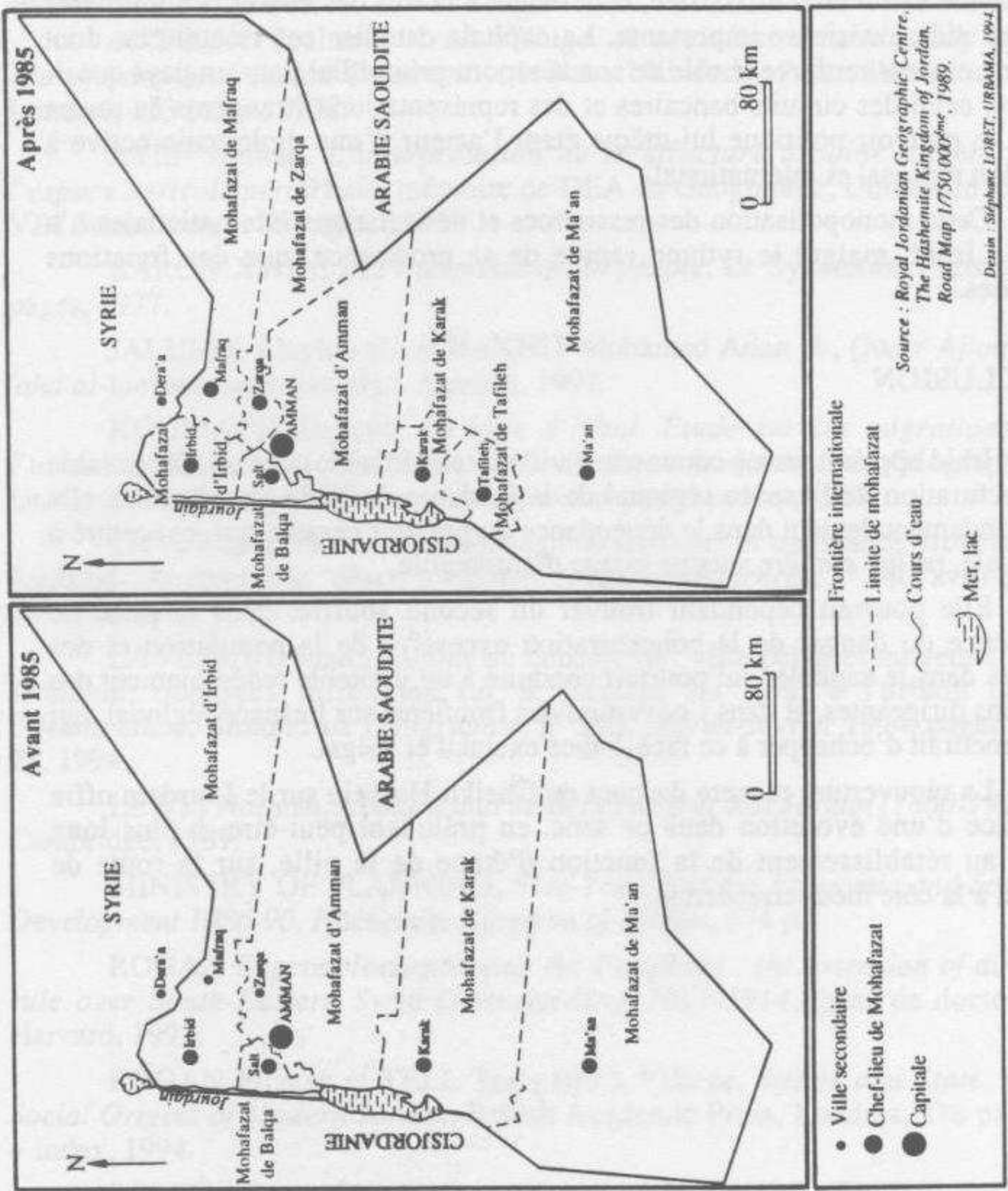


Figure 7 : Les divisions administratives en Jordanie avant et après 1985.

L'implantation d'une monarchie "étrangère", méfiante par rapport aux structures socio-spatiales traditionnelles, a encore accentué la marginalisation d'un centre comme Irbid, pourtant situé au cœur d'une région de sédentarisation déjà ancienne.

Le rôle d'Amman a pu s'affirmer comme pivot d'une économie jordanienne extravertie et assistée, bénéficiant à la fois des envois des immigrés et d'une aide extérieure importante. La capitale canalise ces ressources, dont l'origine externe renforce le rôle de son aéroport, primordial pour un pays quasi-enclavé, celui des circuits bancaires et des représentations étrangères de toutes sortes, le pouvoir politique lui-même étant l'acteur d'une diplomatie active à l'échelon régional et international.

Cette monopolisation des ressources et des relations internationales n'a laissé à Irbid, malgré le rythme rapide de sa croissance, que des fonctions déléguées.

CONCLUSION

Irbid apparaît certes comme une ville intermédiaire, avec un rôle notable de structuration de l'espace régional de la Jordanie du Nord-Ouest ; mais elle reste fondamentalement dans la dépendance du pouvoir central, qui, concentré à la capitale, ne lui confère aucune marge d'autonomie.

Elle pourrait cependant trouver un second souffle, dans la prise de conscience du danger de la concentration excessive de la population et des activités dans la capitale, qui pourrait conduire à un véritable redéploiement des fonctions dirigeantes, et dans l'ouverture des frontières sur l'espace régional, qui lui permettrait d'échapper à ce face-à-face exclusif et inégal.

La réouverture récente du pont du Cheikh Hussein sur le Jourdain offre un indice d'une évolution dans ce sens, en préluant peut-être, à plus long terme, au rétablissement de la fonction d'étape de la ville, sur la route de Bagdad à la côte méditerranéenne.

BIBLIOGRAPHIE

ABUJABER Raouf Sa'd, *Pioneers over Jordan. The frontier of settlement in Transjordan, 1850-1914*, I.B. Tauris, Londres, 240 pages + annexes et index, 1989.

ANTOUN Richard, *Arab Village. A social structural study of a Transjordanian Peasant Community*, Indiana University Press, Bloomington-Londres, 153 pages, 1972.

ATEF Ahmad, *L'interprétation de la structure urbaine d'Irbid sur l'espace agricole périurbain*, mémoire de DEA de Géographie, Université Paris VIII Saint Denis, 120 pages, 1985.

BARON Xavier, *Les Palestiniens, un peuple*, Le Sycomore, Paris, 383 pages, 1977.

JALUNDI Alaylan al-, et BAKHIT Mohamed Adan al-, *Qada' Ajloun fi 'ahd al-tanzimat al-othmaniya*, Amman, 1992.

KOUMACH Fayçal, *La ville d'Irbid. Étude sur les migrations et l'urbanisation dans le Nord de la Jordanie*, thèse de doctorat de Géographie, Université de Tours, 329 pages. plus annexe et planches h. t., 1987.

LAVERGNE Marc, Aménagement du territoire et croissance urbaine en Jordanie : Amman et le "désert jordanien", *Maghreb-Machrek*, n° 140, avril-juin 1993, p. 35-58, 1993.

LAVERGNE Marc, Autour du concept de "ville petite et moyenne" en Jordanie, quelques réflexions sur le passage du rural à l'urbain dans l'Orient arabe, *Annales de Géographie*, n° 575, janvier-février 1994, pages 5 à 28, 1994.

LEWIS Norman, *Nomads and Settlers in Syria and Jordan (1800-1914)*, Cambridge, 1987.

MINISTRY OF PLANNING, *Five-Year Plan for Economic and Social Development 1986-90, Hachemite Kingdom of Jordan*, 574 p.

ROGAN Eugene, *Incorporating the Periphery : the extension of direct rule over South-Eastern Syria (Transjordan), 1867-1914*, thèse de doctorat, Harvard, 1991.

ROGAN Eugene et TELL Tariq (dir.), *Village, Steppe and State. The Social Origins of Modern Jordan*, British Academic Press, Londres, 216 pages + index, 1994.

SALIBI Kamal, *The Modern History of Jordan*, I.B. Tauris, Londres, 275 pages + index, 1993.